



VILLE D'AIRE SUR L'ADOUR

PROCES VERBAL

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 2 JUILLET 2025 A 19H00

Le Conseil Municipal de la Commune d'Aire sur l'Adour, légalement convoqué en date du jeudi 26 juin 2025, s'est rassemblé, en date du mercredi 2 juillet 2025 à 19h00, en l'Hôtel de Ville - Salle du Conseil Municipal sous la présidence de M. Xavier LAGRAVE, Maire.

A l'ouverture de la séance :

PRESENTS : Mmes et MM. Xavier LAGRAVE, Marie ASSIBAT, Claude POMIES, Vincent BARRAILH LAFARGUE, Isabelle MÉCHIN, Chrystelle BARON, Didier MARTIN, Danielle BARRAUD, Thierry BOURREC, Nathalie DARRIEUMERLOU, Evelyne PISSOAT, André EVRARD, Danièle CASTAING, Jean-Pierre CAUDY, Jérémy MARTI, Yves Jean CAZABAN, Paulette SAINT-GERMAIN, Jean-Pierre TRABESSE, Isabelle MAUMUS.

PROCURATIONS : Mme Corinne LAFFITTAU A Mme Isabelle MECHIN, M. Philippe PELLARINI A M. Claude POMIES, M. Bernard MALHERBE A M. Vincent BARRAILH LAFARGUE, M. Cédric BOUET A Mme Marie ASSIBAT, Mme Joëlle RICHARD A M. Xavier LAGRAVE, Mme Florence GACHIE A M. Jérémy MARTI.

EXCUSES : Mme Sonia DUBOSC, M. Philippe BOP, Mme Sandrine SATABIN, M. Alexandre MARTIN.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Marie ASSIBAT.

Conseillers Municipaux en exercice : 29

Conseillers Municipaux présents : 19

Conseillers Municipaux ayant donné procuration : 6

Conseillers Municipaux excusés : 4



1- COMMUNICATIONS

M. le Maire indique ne pas avoir de communication hormis le compte-rendu de la délégation de signature en matière de marchés publics (document préalablement transmis à l'ensemble des élus).

2- ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 14 AVRIL 2025 (DELIBERATION N° 2025-035)

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal a adopté le procès-verbal établi suite à la séance du Conseil Municipal du lundi 14 avril 2025.

3- ATTRIBUTION DES ALLOCATIONS A LA CONDUITE AUTOMOBILE (AUTO PREM'S) (DELIBERATION N° 2025-036)

Par délibération en date du 4 juillet 2014, le Conseil Municipal a précédemment approuvé les modalités techniques d'attribution de l'Allocation à la Conduite Automobile en fixant le montant de chaque allocation à 500 euros. Il a par ailleurs précisé que la dépense serait imputée à l'article 65748 du Budget Principal.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal a accepté l'attribution de l'Allocation à la Conduite Automobile (Auto Prem's) aux candidats suivants :

- Mme Lola Bonnicart qui s'est présentée pour la première fois à l'épreuve du permis de conduire le 21 mai 2025 et habitant Aire sur l'Adour 19 rue Pasteur.
- Mme Mariékina Lagache--Guéry qui s'est présentée pour la première fois à l'épreuve du permis de conduire le 10 avril 2025 et habitant Aire sur l'Adour route de Guillon – Résidence Guillon 2 – Bât. B – Apt 8.
- Mme Marion Turay qui s'est présentée pour la première fois à l'épreuve du permis de conduire le 4 mars 2025 et habitant Aire sur l'Adour 33bis rue du Souvenir Français.
- Mme Inès Darzacq qui s'est présentée pour la première fois à l'épreuve du permis de conduire le 11 juin 2025 et habitant Aire sur l'Adour 17 avenue de Bordeaux.
- Mme Maëlle Buron qui s'est présentée pour la première fois à l'épreuve du permis de conduire le 14 juin 2025 et habitant Aire sur l'Adour 8 rue du Château.
- Mme Phoebe Morisot qui s'est présentée pour la première fois à l'épreuve du permis de conduire le 19 juin 2025 et habitant Aire sur l'Adour 1 rue Marcel Mémy.

Mme Assibat indique que 6 dossiers sont présentés ce soir au Conseil Municipal et 37 personnes auront pu bénéficier de cette allocation depuis le début de l'année.



4- SUBVENTION AU TITRE DU FEC 2025 (FONDS D'EQUIPEMENT DES COMMUNES) (DELIBERATION N° 2025-037)

Dans le cadre de l'installation d'un groupe extérieur et de 4 cassettes pour la climatisation du local du Club Entente et Espoir (travaux prévus dans le budget principal 2025), la commune avait ainsi la possibilité de bénéficier d'une subvention du Conseil Départemental des Landes, au titre du FEC 2025 (Fonds d'Equipeement des Communes) et ce, à hauteur totale de 11.901 euros.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal a accepté la réalisation de l'installation d'un groupe extérieur et de 4 cassettes pour la climatisation du local du Club Entente et Espoir et a approuvé le plan prévisionnel de financement afférent à cette opération :

Coût total prévisionnel des travaux :	16.380,00 euros HT
Subvention sollicitée au titre du Fond d'Equipeement des Communes 2025 : (Conseil Départemental des Landes)	11.901,00 euros
Participation communale :	4.479,00 euros
	+ la TVA 3.276,00 euros
Total	7.755,00 euros

M. le Maire précise que les travaux débiteront la semaine prochaine pour une durée de 15 jours.

5- ATTRIBUTION DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT AU SDIS DES LANDES (DELIBERATION N° 2025-038)

M. le Maire explique que le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Landes (SDIS) a sollicité l'ensemble des maires des communes landaises afin de contribuer au financement de leur investissement permettant ainsi de maintenir et d'adapter leurs missions de service public auprès de la population landaise.

Ainsi, le SDIS des Landes rencontre aujourd'hui des difficultés financières c'est pourquoi il a sollicité l'aide de toutes les communes landaises. Il demandait ainsi à la commune d'Aire sur l'Adour de participer à hauteur de 54 383,62 € selon le calendrier ci-dessous :

- Au 1^{er} septembre 2025 : 14 502,30 €
- Au 1^{er} septembre 2026 : 18 127,87 €
- Au 1^{er} septembre 2027 : 21 753,45 €

M. le Maire précise que le conseil départemental est le principal financeur du SDIS, mais que les communes contribuent également à son financement. De plus, la commune d'Aire sur l'Adour dispose de 6 agents municipaux qui sont également pompiers volontaires. Ils interviennent toute la semaine et en journée avec en moyenne 3 sorties par jour. M. le Maire souligne que c'est important de participer au SDIS car les pompiers assurent une mission de service public.

Aussi, il était proposé au Conseil Municipal d'approuver le versement de ses subventions auprès du SDIS des Landes et d'autoriser M. le Maire à signer la convention de participation financière pluriannuelle.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal a approuvé le versement de ses subventions auprès du SDIS des Landes et a autorisé M. le Maire à signer la convention de participation financière pluriannuelle.



6- CESSION DE LA PARCELLE CADASTREE AV N°77 SISE 929 ROUTE DU HOUGA (DELIBERATION N° 2025-039)

Il était proposé au Conseil Municipal d'accepter la vente à M. André-Loïc Aycaguer, Madame Marguerite Luconi épouse Aycaguer et Madame Audrey Aycaguer épouse Biale, de la parcelle située 929 route du Houga, cadastrée AV n°77 et ce, moyennant la somme de 147.500 euros.

M. le Maire devait également être autorisé à prendre toutes les décisions et à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et notamment l'acte de cession correspondant qui devra être signé devant notaire.

A noter qu'en date du 16 juillet 2024, le service des Domaines a évalué la valeur vénale de la parcelle à 170.000 euros.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal a accepté la vente à M. André-Loïc Aycaguer, Madame Marguerite Luconi épouse Aycaguer et Madame Audrey Aycaguer épouse Biale, de la parcelle située 929 route du Houga, cadastrée AV n°77 et ce, moyennant la somme de 147.500 euros.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, M. le Maire a également été autorisé à prendre toutes les décisions et à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et notamment l'acte de cession correspondant qui sera signé devant notaire.

M. le Maire indique qu'après le départ de l'hôpital de jour, il était prévu de réaliser des travaux afin de louer à nouveau cette maison. Toutefois, au vu de l'importance des travaux et de leurs coûts, la commune a eu l'opportunité de la vendre. Il a donc été décidé d'entamer les démarches pour céder ce bien.

7- CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE REMPLACEMENT AUPRES DU CENTRE DE GESTION DES LANDES (DELIBERATION N°2025-040)

M. le Maire indique que le Centre de Gestion des Landes a mis en place la mise à disposition d'un service de remplacement auprès des collectivités. Ce service permet de faire face à des besoins ponctuels liés à l'absence d'agents (congrés annuels, maladie, congé de maternité,...) ou à un surcroît temporaire d'activité. L'agent est ainsi mis à la disposition de la collectivité, et son salaire est ensuite refacturé en appliquant un pourcentage pour prendre en compte les frais de gestion (8 % pour les collectivités affiliées).

Le service peut également proposer un simple service de recherche de candidats dont les coordonnées sont transmises à la collectivité. Dans ce cas, la recherche est facturée dans les conditions suivantes :

- Agent de catégorie A : 600 €
- Agent de catégorie B : 450 €
- Agent de catégorie C : 300 €

Il était donc proposé au Conseil Municipal d'autoriser M. le Maire à signer avec le Centre de Gestion des Landes la convention d'adhésion à ce service de remplacement.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil Municipal a autorisé M. le Maire à signer avec le Centre de Gestion des Landes, la convention d'adhésion à ce service de remplacement.



8- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN TRAVAILLEUR SOCIAL DU SERVICE SOCIAL DU CENTRE DE GESTION DES LANDES (DELIBERATION N° 2025-041)

Par délibération en date du 29 septembre 2021, le conseil municipal a autorisé M. le Maire à signer avec le Centre de Gestion des Landes la convention de mise à disposition d'un travailleur social du service social du Centre de Gestion des Landes pour une durée de trois ans (2021-2024).

Il convenait aujourd'hui de renouveler la convention pour une durée de 3 ans dont son renouvellement ferait l'objet d'une reconduction tacite.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal a autorisé M. le Maire à signer avec le Centre de Gestion des Landes la convention de mise à disposition d'un travailleur social du service social du Centre de Gestion des Landes et ce pour une durée de trois ans et dont le renouvellement fera l'objet d'une reconduction tacite.

9- CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT POUR LE POSTE DE CHEF DE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE A TEMPS COMPLET (DELIBERATION N° 2025-042)

M. le Maire précise qu'actuellement l'agent qui occupe les fonctions de responsable du service de la Police Municipale ne dispose pas du grade de Chef de service de police municipale (grade de catégorie B) tel que prévu par les textes en vigueur. En effet, cet agent dispose du même grade que ses collègues à savoir Brigadier chef principal (grade de catégorie C) et à l'époque la décision de recrutement avait été prise faute de candidats au grade de catégorie B.

M. le Maire indique qu'aujourd'hui, la société évolue et la présence policière est nécessaire sur le terrain. Le service de la police municipale est composé de 4 policiers municipaux et 2 ASVP. Le recrutement permet d'asseoir un service plus important en l'étoffant.

De plus, la responsable avait dans un premier temps, fait signer à M. le Maire un document permettant de chercher à être recrutée dans la Fonction Publique d'Etat et dans un second temps, avait demandé à suivre une formation de CAP pâtisserie qui a engendré 14 semaines d'absence.

M. le Maire indique que le recrutement est en cours de finalisation et espère que l'agent arrivera soit en septembre ou en octobre.

M. Marti demande si la personne recrutée sera un agent supplémentaire et s'il assurera les fonctions de responsable du service.

M. le Maire répond que la personne recrutée sera bien le nouveau responsable de service au grade de chef de service de police municipale (catégorie B) et que le service sera donc composé de 5 policiers municipaux et de 2 ASVP.

Mme Saint Germain demande si l'agent qui a suivi la formation en pâtisserie est revenue.

M. le Maire répond que oui.

C'est pourquoi, aujourd'hui, il revenait au Conseil Municipal de créer à compter du 1^{er} septembre 2025, un emploi permanent pour le poste de Chef de service de la police municipale sur les grades suivants :

- Chef de service de police municipale ;
- Chef de service de police municipale principal de 2^{ème} classe ;
- Chef de service de police municipale principal de 1^{ère} classe.

Pour information, le Comité Social Territorial s'est réuni le 1^{er} juillet 2025 et a émis à l'unanimité un avis favorable.



Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal a décidé de créer à compter du 1^{er} septembre 2025, un emploi permanent pour le poste de Chef de service de la police municipale sur les grades suivants :

- Chef de service de police municipale ;
- Chef de service de police municipale principal de 2^{ème} classe ;
- Chef de service de police municipale principal de 1^{ère} classe.

10- MODIFICATIONS DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT (ISFE) POUR LA FILIERE DE LA POLICE MUNICIPALE (DELIBERATION N° 2025-043)

Suite à la création du poste de Chef de service de police municipale lors de cette même séance, il revenait de modifier la délibération prise le 19 mars dernier relative à l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE). En effet, il avait été instauré la part fixe de l'ISFE au taux de 28 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale (taux maximal du décret : 30 %).

Il était ainsi proposé au Conseil Municipal d'instaurer la part fixe de l'ISFE au taux de 32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale (taux maximal du décret : 32 %).

Les autres modalités de la précédente délibération restant inchangées à savoir :

La partie fixe de l'ISFE est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension le taux individuel fixé ci-dessus.

Elle sera versée mensuellement sur la base du montant annuel attribué et qui fera l'objet de minoration (1/30ème) en fonction de l'absentéisme de l'agent.

Ces minoration concernent les congés de maladie ordinaire, longue maladie, maladie longue durée et grave maladie. Toutefois, ce dispositif ne s'appliquera pas en cas d'accident de travail, maladie professionnelle, congé maternité, congé paternité et congé d'adoption.

L'ISFE n'est versée qu'aux agents titulaires et stagiaires employés par la commune d'Aire sur l'Adour.

La part variable de l'ISFE tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agents appréciés au moment de l'entretien individuel annuel.

Le Conseil Municipal avait décidé d'appliquer le plafond annuel de 5.000 euros à l'ensemble du cadre d'emplois des agents de police municipale.

Le plafond annuel du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale est de 7.000 euros.

Il était également proposé au Conseil Municipal d'appliquer le plafond annuel de 7.000 euros à l'ensemble du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale.

Cette part variable tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir qui seront appréciés par l'autorité territoriale selon les critères suivants :

Dans un 1^{er} temps, à l'issue des entretiens d'évaluation et au cours du mois de janvier de l'année n+1, il sera établi par le service RH, un tableau faisant apparaître :

- pour chaque agent (encadrant) ayant obtenu sur le document intitulé « Entretien d'évaluation et d'objectifs professionnels » au minimum 6 croix dans la colonne très satisfaisant (niveau 4) et maximum 2 croix dans la colonne satisfaisant (niveau 3) les critères suivants :
 - Le respect des procédures
 - Assiduité – Disponibilité
 - Implication
 - Qualité du travail rendu
 - Sens du service public
 - Relation avec la hiérarchie
 - Capacité à établir des objectifs
 - Evaluation des agents



- pour chaque agent (non encadrant) ayant obtenu sur le document intitulé « Entretien d'évaluation et d'objectifs professionnels » au minimum 4 croix dans la colonne très satisfaisant (niveau 4) et maximum 2 croix dans la colonne satisfaisant (niveau 3) les critères suivants :
 - Le respect des procédures
 - Assiduité – Disponibilité
 - Implication
 - Qualité du travail rendu
 - Sens du service public
 - Relation avec la hiérarchie

Dans un second temps, un COPIL composé de deux élus, deux représentants du personnel issus du Comité Social Territorial et deux représentants de l'administration (DGS et DST) pourra décider d'attribuer la prime aux agents en fonction d'une seconde sélection selon les critères suivants :

- Polyvalence
- Objectifs (totalement atteints / partiellement atteints / non atteints) avec commentaires
- Aide à la décision – Force de proposition

Ces 3 critères seront également pris sur les entretiens d'évaluation.

La part variable sera revue annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

Toutefois, conformément au dispositif de sauvegarde selon l'article 7 du décret n°2024-614 susvisé, lors de la 1^{ère} application de l'ISFE, si, après application des deux parts, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage.

Pour information, le Comité Social Territorial s'est réuni le 1^{er} juillet 2025 et a émis à l'unanimité un avis favorable.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal a décidé selon les modalités énoncées ci-dessus :

- d'instaurer la part fixe de l'ISFE au taux de 32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;
- de fixer la part variable de l'ISFE à un montant maximum annuel de 7.000 € pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale.

11- COMPOSITION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMAUNAUTE DE COMMUNES D'AIRE SUR L'ADOUR FIXEE DANS LE CADRE D'UN ACCORD LOCAL (DELIBERATION N° 2025-044)

M. le Maire rappelle que selon l'article L.5211-6-1 du CGCT, la composition du conseil communautaire de la communauté de communes d'Aire sur l'Adour pourrait être fixée, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

➤ selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25 % la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :

- être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
- chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
- aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
- la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.



Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté doivent approuver une composition du conseil communautaire de la communauté respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes. De telles délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2025 par les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté.

➤ à défaut d'un tel accord, le Préfet fixera selon la procédure légale [droit commun] à 45 sièges, le nombre de sièges du conseil communautaire de communauté, qu'il répartira conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Au plus tard au 31 octobre 2025, par arrêté préfectoral, le Préfet fixera la composition du conseil communautaire de la communauté, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale [droit commun].

Le Maire indique également au conseil municipal qu'il a été envisagé lors de la Conférence des Maires réunie le mercredi 18 juin 2025, de conclure, entre les communes membres de la communauté un accord local, fixant à 41 le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté, réparti, conformément aux principes énoncés au 2° du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

Nom des communes membres	Populations municipales (*ordre décroissant de population)	Nombre de conseillers communautaires titulaires
AIRE-SUR-L'ADOUR	6 215	16
BARCELONNE-DU-GERS	1 378	4
DUHORT-BACHEN	682	2
RENUNG	490	1
EUGENIE-LES-BAINS	486	1
SAINT-LOUBOUER	441	1
BAHUS-SOUBIRAN	393	1
VERGOIGNAN	316	1
VIELLE-TURSAN	283	1
SEGOS	248	1
CLASSUN	246	1
BUANES	240	1
LANNUX	220	1
BERNEDE	186	1
PROJAN	182	1
SAINT-AGNET	181	1
LATRILLE	167	1
CORNEILLAN	156	1
AURENSAN	132	1
ARBLADE-LE-BAS	131	1
SARRON	105	1
GEE-RIVIERE	44	1

Total des sièges répartis : 41



Il était donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté d'Aire sur l'Adour comme mentionné ci-dessus.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal a décidé de fixer, à 41 le nombre de sièges du conseil communautaire de la Communauté de Communes d'Aire sur l'Adour, réparti comme suit :

Nom des communes membres	Populations municipales (*ordre décroissant de population)	Nombre de conseillers communautaires titulaires
AIRE SUR L'ADOUR	6 215	16
BARCELONNE-DU-GERS	1 378	4
DUHORT-BACHEN	682	2
RENUNG	490	1
EUGENIE-LES-BAINS	486	1
SAINT-LOUBOUER	441	1
BAHUS-SOUBIRAN	393	1
VERGOIGNAN	316	1
VIELLE-TURSAN	283	1
SEGOS	248	1
CLASSUN	246	1
BUANES	240	1
LANNUX	220	1
BERNEDE	186	1
PROJAN	182	1
SAINT-AGNET	181	1
LATRILLE	167	1
CORNEILLAN	156	1
AURENSAN	132	1
ARBLADE-LE-BAS	131	1
SARRON	105	1
GEE-RIVIERE	44	1

12- DEFENSE DE NOS TRADITIONS SUITE A LA DECISION DE LA COMMISSION EUROPEENNE DE SAISIR LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPEENNES D'UN RECOURS EN MANQUEMENT CONTRE LA FRANCE CONCERNANT LA REGLEMENTATION DE LA CHASSE DU PIGEON RAMIER (PALOMBE) AU FILET (DELIBERATION N° 2025-045)

M. le Maire précise que la commission européenne a décidé de saisir la Cour de Justice de l'Union Européenne d'un recours contre la France pour non-respect des dispositions relatives à la chasse de la directive « Oiseaux », en particulier ses articles 8 et 9, risquant ainsi de mettre fin à la chasse traditionnelle de la palombe (pigeon ramier) en palombière.

Cette décision communautaire est incompréhensible compte tenu du caractère ancestral de cette activité, de son antériorité par rapport aux dispositions communautaires elles-mêmes, et de l'interprétation faites aujourd'hui de ces dispositions par la commission européenne pour faire condamner cette activité.



La palombe (pigeon ramier) connaît aujourd'hui une véritable explosion démographique au point de constituer un risque important pour l'agriculture obligeant le préfet des Landes à prendre régulièrement des arrêtés permettant la destruction du pigeon ramier (palombe) sur des secteurs identifiés.

De plus, il ne faut pas oublier l'importance et l'attachement de nos populations à cette pratique, développée au sein de notre réseau associatif local, porteuse de valeur de vivre ensemble.

Pour tout cela, il était donc proposé au Conseil Municipal :

- de demander instamment que le Premier ministre intervienne en défense sur ce dossier auprès de la commission européenne pour s'opposer à la saisine de la Cour de Justice de l'Union Européenne.
- de demander que la stratégie de défense soit construite en collaboration avec les services du ministère de Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la pêche, de la Fédération Nationale des Chasseurs et de la Fédération départementale des chasseurs des Landes.
- d'émettre un avis défavorable sur la décision de la commission européenne de remettre en cause la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet.
- d'apporter un soutien sans réserve en faveur de la chasse de la palombe au filet en palombière, activité cynégétique ancestrale pratiquée au cœur de nos territoires.
- de se dire solidaire de l'ensemble des communes qui émettront un même avis.

De plus, M. le Maire a lu le manifeste de la FDC40 pour la chasse, la ruralité et le bien vivre ensemble :

« Nous, chasseurs et citoyens de nos campagnes, profitons de la journée du 17 mai, placée sous le signe des luttes contre l'intolérance, pour réaffirmer la place du chasseur et de la chasse dans la valorisation et la préservation des territoires ruraux, ainsi que le Devoir de préservation des cultures cynégétiques endémiques Gasconnes.

La Chasse, en tant que composante fondatrice de notre richesse culturelle, allant jusqu'à la définition d'un paysage, d'une langue, des arts, d'une gastronomie, d'une connaissance, désignant en réalité le périmètre même d'une identité territoriale, n'a de cesse d'être harcelée au profit d'un nivellement de notre société, déshumanisée et déconnectée de la nature.

Les Chasses aux engins de la Palombe et de l'Alouette, sont dépositaires de sagesses ancestrales, d'un imaginaire raffiné et complexe, de hautes expressions artistiques dont les chefs-d'œuvre n'ont rien à envier aux plus belles productions des arts modernes. Pourtant, notre histoire récente fait trop souvent violence à ces pratiques minoritaires.

Ces chasses sont un trésor que nous devons plus que jamais préserver. Le 17 mai, puisse-t-il naître à la conscience de chacun que ce savoir culturel est irremplaçable et ainsi devenir à son tour le porteur d'un message de tolérance et de respect des autres et des diversités.

Pour ces raisons, Les chasseurs des Landes demandent :

- Le soutien des Maires en reconnaissance des missions réalisées bénévolement au service de l'intérêt général, dans toutes les communes Landaises ;
- Un engagement fort et sans ambiguïté pour la sauvegarde des chasses traditionnelles de la palombe et de l'alouette, Savoirs et Savoir-faire désignés comme un Patrimoine culturel vivant, dont les origines remontent à plusieurs siècles ;
- Le soutien et la fermeté nécessaires contre toutes les attaques et humiliations proférées envers celles et ceux qui préservent ces cultures minoritaires dépositaires d'une connaissance dont le prix est inestimable ;
- La promotion et la valorisation du bien vivre ensemble, valeurs propres à l'identité Landaise dont le capital socio-culturel en fait une force d'attractivité majeure ;
- à favoriser les espaces de dialogue, de découverte et d'acceptation des pratiques de chacun afin qu'elles puissent perdurer au travers de la préservation et la valorisation de la diversité des cultures humaines à travers le monde ».

M. le Maire précise que la chasse de façon globale est un service public. Toutefois, M. le Maire comprend que tout le monde n'adhère pas à la chasse et à ce manifeste.

M. Yves Jean Cazaban souhaite connaître le nombre de chasseurs sur la commune d'Aire sur l'Adour et le nombre de palombières installées sur la commune.



M. Barrailh Lafargue répond que sur les 150 cartes vendues sur la commune Aire sur l'Adour, il y a entre 70 à 80 chasseurs aturins.

Quant aux palombières, il y en a 7.

Après en avoir délibéré et par 24 voix pour et 1 abstention (M. Yves Jean Cazaban), le Conseil Municipal a décidé :

- de demander instamment que le Premier ministre intervienne en défense sur ce dossier auprès de la commission européenne pour s'opposer à la saisine de la Cour de Justice de l'Union Européenne.
- de demander que la stratégie de défense soit construite en collaboration avec les services du ministère de Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la pêche, de la Fédération Nationale des Chasseurs et de la Fédération départementale des chasseurs des Landes.
- d'émettre un avis défavorable sur la décision de la commission européenne de remettre en cause la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet.
- d'apporter un soutien sans réserve en faveur de la chasse de la palombe au filet en palombière, activité cynégétique ancestrale pratiquée au cœur de nos territoires.
- de se dire solidaire de l'ensemble des communes qui émettront un même avis.

13- QUESTIONS DIVERSES

M. le Maire informe l'assemblée que le Conseil Départemental des Landes a octroyé une subvention de 900 000 € à la commune au titre du dispositif d'aide « Plan Piscines – savoir nager » pour la construction de la piscine couverte.

Ainsi une convention a été établie où il est indiqué : « *ce programme éco-responsable est conçu avec une approche haute qualité environnementale afin de maîtriser les énergies. Ce projet permettra d'améliorer les possibilités d'accès afin d'apporter des réponses aux besoins du territoire* ».

M. le Maire remercie chaleureusement M. le Président ainsi que toute l'assemblée départementale.

Toujours au sujet de la piscine, il précise que le dossier environnemental a été déposé auprès des services de la DREAL et que la collectivité est en attente de leur réponse afin de connaître la procédure.

S'agissant des travaux de requalification du centre-ville, le lot 1 (VRD) est en phase de négociation. M. le Maire espère que les travaux débiteront en septembre pour une durée comprise entre 12 à 13 mois.

Il précise qu'une réunion publique sera organisée lorsque le planning sera finalisé et les entreprises retenues.

M. Marti trouve bien que le Conseil Départemental des Landes subventionne la piscine à hauteur de 900 000 €. Toutefois, il rappelle que cela fait plus de 11 ans que le projet ne voit pas le jour. Il en va de même pour le centre-ville, où M. le Maire avait annoncé le début des travaux en janvier 2025, puis en mai, ensuite fin juin et aujourd'hui en septembre. Il demande donc si les travaux débiteront vraiment en septembre ? M. Marti explique simplement que M. le Maire fait des annonces qu'il ne tient pas.

M. le Maire rappelle à M. Marti que ce dernier avait dit lors d'un conseil municipal et également écrit que pour les travaux de requalification du centre-ville, il était urgent d'attendre.

M. le Maire informe l'Assemblée des manifestations estivales à savoir :

- Fête de la Cigale : 7 juillet
- Grande Braderie des commerçants : 12 juillet
- Bal des pompiers et feu d'artifice : 13 juillet
- Sardinade de Mestade : 26 juillet
- Fête de la Halle aux Grains : 30 juillet
- Rires et traditions : 6 août
- Stage de Monarch : du 11 au 23 août avec des auditions libres de très hautes qualités à partir de 20 heures
- Marché des producteurs de pays : 27 août
- Concert de Nadau : 29 août
- Forum des associations : 6 septembre

M. le Maire remercie l'ensemble des élus et leur souhaite de bonnes vacances.



* *

L'ordre du jour étant épuisé, la séance du Conseil Municipal a été levée à 19h45.

* *

Le texte complet des délibérations adoptées lors de cette séance du Conseil Municipal sera notamment publié au recueil des actes administratifs ainsi qu'au registre des délibérations de la Mairie d'Aire sur l'Adour.

Ces délibérations sont librement consultables en Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture au public auprès de la Direction Générale des Services.



Le Maire,


M. Xavier LAGRAVE



Le Secrétaire de Séance,


Mme Marie ASSIBAT

